

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 1er février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND SENONAI**

21 boulevard du 14 juillet

CS 80552

89100 SENS

Références : 240065  
Code AIOT : 0005401201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND SENONAI implanté 24 rue des Longues Raies, ZI des Vauguilletes, 89100 Sens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND SENONAI
- 24 rue des Longues Raies, ZI des Vauguilletes, 89100 Sens
- Code AIOT : 0005401201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une unité d'incinération de déchets non dangereux sur la commune de SENS.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques chroniques
- Risques accidentels

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suites 2021 – dispositif de dosage	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article annexe I	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 11.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Prévention et lutte contre le bruit	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 21.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 14/04/2005, article Annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Consignes générales de sécurité	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 28	Sans objet
4	Accès pompiers	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 29	Sans objet
5	Stockage de palettes à l'extérieur	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 7	Sans objet
6	Indisponibilité des dispositifs de traitements	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10	Sans objet
7	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 14	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	AP Complémentaire du 14/04/2005, article 11.4	Sans objet
10	Classement des installations	AP Complémentaire du 18/10/2012, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, 1 observation et 4 non-conformités ont été relevées. Elles concernent : le dispositif de dosage des réactifs, la réparation du bassin de confinement, le dépassement des niveaux de bruits en limite de propriété et les dépassements des valeurs réglementaires des rejets atmosphériques

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites 2021 – dispositif de dosage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 17.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> Installation de traitement : Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : <ul style="list-style-type: none"><li>- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,</li><li>- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.</li></ul>
<b>Constats :</b> Constats inspection 2022 : → Demande de compléments n° 1 : l'exploitant devra justifier de la mise en route effective et du bon fonctionnement du nouveau dispositif de dosage d'injection des réactifs.  Constat 2023 : Une nouvelle visite technique a été réalisée le 17 janvier 2023. Celle-ci fait apparaître 2 remarques. Le bon de commande pour la mise en place du report du poids de la trémie et du report d'alarme en cas de défaut du dispositif de dosage dans la salle de supervision a été vu au cours de la visite. Cependant, aucune date pour la réalisation des travaux n'a été fixée. L'exploitant doit fournir un échéancier de levée des 2 remarques et de réalisation des travaux de report en salle de supervision.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un équipement doit permettre le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales. Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 240 m <sup>3</sup> . Le volume de cet équipement peut être assuré par un dispositif d'isolement en aval du bassin d'orage. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être

actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Le nettoyage du bassin a été effectué le 30 juin 2023. Le bordereau de suivi de déchets des boues a été présenté au cours de la visite. Le contrôle d'étanchéité a été réalisé le 3 juillet 2023. Il fait apparaître 2 points, en partie haute du bassin, où la géomembrane est percée. L'exploitant doit : - vérifier si ces 2 points sont inclus dans le volume de rétention de 241 m <sup>3</sup> , - fournir un échéancier de réparation de la bâche.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Consignes générales de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites doivent être établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.
<b>Constats :</b> Le point de rassemblement a été rajouté sur les plans. Il figure notamment sur le plan présent en salle de contrôle et dans la "boîte rapide secours" placée à l'entrée du site pour les services de secours. Un exercice d'évacuation a été réalisé le 12 avril 2023, avec pour scénario un départ de feu dans le local TGBT.
<b>Observations :</b> <b>La fréquence proposée par l'exploitant (2 exercices par an) doit être formalisée dans les modes opératoires de gestion du site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Accès pompiers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès secours extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, doivent être en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables) pour les moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> <i>Constat visite d'inspection 2022 : le site dispose de 2 accès. Un de ses accès (a l'arrière du site, a la limite de propriété avec la déchetterie voisine) est complètement obstruée avec plusieurs big bags de déchets en attente d'évacuation.</i> <i>L'exploitant devra dégager son accès afin qu'il soit en permanence accessible aux services de secours.</i>  <i>Visite d'inspection 2023 : l'accès coté déchetterie est dégagé le jour de la visite d'inspection.</i>

Cet accès a été délimité par un marquage au sol et la mise en place de plots afin de garantir un passage suffisant. L'accès principal est, quant à lui, entièrement dégagé et accessible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Stockage de palettes à l'extérieur

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité aux plans et données techniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier, (...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats inspection 2022 :</b> <i>Lors de la visite sur le terrain, un stockage d'environ 130 palettes vides a été constaté à la limite de propriété. Ce stockage n'est pas prévu par le dossier initial de l'exploitant. L'exploitant devra évacuer ce stockage de palettes qui n'a jamais été pris en compte dans les données initiales de modélisation des risques du site.</i></p> <p>Il n'a pas été constaté de stockage de palettes au cours de la visite.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un travail a été réalisé avec le client qui apportait ses déchets sur palettes. Désormais celui-ci dispose d'un compacteur et l'apport des déchets par palettes a pu être stoppé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Indisponibilité des dispositifs de traitements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de traitements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, « de traitement » des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p> <p>La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis le début de l'année 2023, jusqu'au jour de l'inspection, ont été comptabilisées 35 h de dépassement sur l'ensemble des paramètres..</p> <p>La durée totale limite de 60 heures est donc respectée.</p> <p>La teneur en poussières des rejets atmosphériques n'a jamais dépassé 150 mg/m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 14																															
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés																															
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none"><li>- de matières flottantes,</li><li>- de produits susceptibles de dégager en égouts, ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,</li><li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables, qui directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.</li></ul> [...]																															
Les effluents aqueux destinés à être traités par la station d'épuration doivent respecter au minimum les valeurs limites ci-après :																															
<table><tr><th>PARAMETRE</th><th>VALEUR LIMITE de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés</th></tr><tr><td>Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)</td><td>0,03 mg/l</td></tr><tr><td>Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)</td><td>0,05 mg/l</td></tr><tr><td>Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)</td><td>0,05 mg/l</td></tr><tr><td>Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>Plomb et ses composés exprimés en plomb (Pb)</td><td>0,2 mg/l</td></tr><tr><td>Chrome et ses composés, exprimé en chrome (Cr)</td><td>0,5 mg/l (dont Cr<sup>6+</sup> : 0,1 mg/l)</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)</td><td>0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)</td><td>0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)</td><td>1,5 mg/l</td></tr><tr><td>Fluorures</td><td>15 mg/l</td></tr><tr><td>CN libres</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5 mg/l</td></tr><tr><td>AOX</td><td>5 mg/l</td></tr><tr><td>Dioxines et furannes</td><td>0,3 ng/l</td></tr></table>	PARAMETRE	VALEUR LIMITE de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés	Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,03 mg/l	Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0,05 mg/l	Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/l	Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0,1 mg/l	Plomb et ses composés exprimés en plomb (Pb)	0,2 mg/l	Chrome et ses composés, exprimé en chrome (Cr)	0,5 mg/l (dont Cr <sup>6+</sup> : 0,1 mg/l)	Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	0,5 mg/l	Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	0,5 mg/l	Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1,5 mg/l	Fluorures	15 mg/l	CN libres	0,1 mg/l	Hydrocarbures totaux	5 mg/l	AOX	5 mg/l	Dioxines et furannes	0,3 ng/l	
PARAMETRE	VALEUR LIMITE de rejet exprimée en concentration massique pour des échantillons non filtrés																														
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,03 mg/l																														
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0,05 mg/l																														
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 mg/l																														
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0,1 mg/l																														
Plomb et ses composés exprimés en plomb (Pb)	0,2 mg/l																														
Chrome et ses composés, exprimé en chrome (Cr)	0,5 mg/l (dont Cr <sup>6+</sup> : 0,1 mg/l)																														
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	0,5 mg/l																														
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	0,5 mg/l																														
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1,5 mg/l																														
Fluorures	15 mg/l																														
CN libres	0,1 mg/l																														
Hydrocarbures totaux	5 mg/l																														
AOX	5 mg/l																														
Dioxines et furannes	0,3 ng/l																														
<b>Constats :</b> Les résultats des rejets aqueux sont conformes. Aucun dépassement n'a été constaté.																															
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																															

**N° 8 : Prévention et lutte contre le bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 21.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques admissibles			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :			
Localisation	Niveau limite en dB (A), de 22 h à 7h et les dimanches et jours fériés		Niveau limite en dB (A), de 7 h à 22h, excepté, les dimanches et jours fériés
	Limites de	Bordure RN 6	60
	propriété	Autres	55
			65
<b>Constats :</b> Le contrôle a été réalisé les 26 et 27 juin 2023. Le point n°4, situé à proximité de l'aérocondenseur, montre un dépassement : 67,5 dB pour une limite à 60 dB. L'exploitant explique ce dépassement par le fait que la mesure a été réalisée lors d'une période d'appel d'énergie très faible du réseau et que l'aérocondenseur fonctionnait à plein régime. L'exploitant doit étudier les mesures permettant de diminuer les niveaux de bruit au point 4 et atteindre un niveau conforme qu'elles que soient les conditions de fonctionnement des installations..			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale			
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois			

**N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article 11.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions	
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages des récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.	
<b>Constats :</b> Les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des solstels que bidons d'huile, de graisses, vus lors de l'inspection sont plaécs sur rétention suffisamment dimensionnée.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 10 : Classement des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/10/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, tonnage autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>



Installation de traitement thermique de déchets non dangereux : 24 000 tonnes par an
<b>Constats :</b> Pour l'année 2022, la quantité de déchets traités s'élève à 20 686 tonnes. A la date de l'inspection, la quantité de déchets traités, en 2023, s'élève à 14 166 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2005, article Annexe 1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'air				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
PARAMETRE	VALEUR LIMITE DE CONCENTRATION	FLUX MAXIMAL en KG/JOUR	MESURE EN CONTINU	CONTROLE PAR UN ORGANISME AGREE
Poussières totales	10 mg/Nm <sup>3</sup> (1) 30 mg/Nm <sup>3</sup> (2)	5,5 kg/jour	oui	2 fois/an
Acide chlorhydrique (HCl)	10 mg/Nm <sup>3</sup> (1) 60 mg/Nm <sup>3</sup> (2)	5,5 kg/jour	oui	2 fois/an
Composés organiques expr en carbone total	10 mg/Nm <sup>3</sup> (1) 20 mg/Nm <sup>3</sup> (2)	5,5 kg/jour	oui	2 fois/an
Métaux lourds : Cd+Tl Hg Autres métaux lourds (Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+ As+V)	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> (5) 0,05 mg/Nm <sup>3</sup> (5) 0,5 mg/Nm <sup>3</sup> (2)	0,025 kg/jour 0,025 kg/jour 0,25 kg/jour	non non non	2 fois/an 2 fois/an 2 fois/an
Dioxines et furannes	0,1 ng/ Nm <sup>3</sup> (4)		non	2 fois/an
Acide fluorhydrique (HF)	1 mg/Nm <sup>3</sup> (1) 4 mg/Nm <sup>3</sup> (2)	0,5 kg/jour	non	2 fois/an
Anhydride sulfureux (SO <sub>2</sub> )	50 mg/Nm <sup>3</sup> (1) 200 mg/Nm <sup>3</sup> (2)	27,5 kg/jour	oui	2 fois/an
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> )	400 mg/Nm <sup>3</sup> (1)		oui	2 fois/an
Monoxyde de carbone (CO)	50 mg/ Nm <sup>3</sup> (1) (3)		oui	2 fois/an
Oxygène (O <sub>2</sub> )			oui	2 fois/an
Dioxyde de carbone (CO <sub>2</sub> )			non	2 fois/an
Teneur en vapeur d'eau (H <sub>2</sub> O)			Oui Sauf si séchage de l'échantillo n	2 fois/an
<b>Constats :</b> Contrôle semestriel : Les contrôles des rejets atmosphériques des 2 semestres de 2022 ainsi que du premier semestre 2023 ne montrent pas de non-conformité.				

Contrôle inopiné (24 mai 2023) :

Une non-conformité sur les dioxines a été relevée avec une valeur de 0,133 ng/Nm<sup>3</sup> pour une limite à 0,1 ng/Nm<sup>3</sup>.

Cependant, les analyses de la cartouche couvrant la période du 02 mai au 30 mai 2023 sont conformes (0.032 ng/Nm<sup>3</sup>). Après analyse de la combustion sur la période de mesure, l'exploitant n'a pas identifié de cause majeure de dysfonctionnement.

L'inspection des installations classées avait été alertée de ce dépassement, ainsi que de la recherche des causes.

Contrôle semi-continu dioxines :

2 dépassements consécutifs ont été constatés sur les cartouches du 30 mai au 27 juin (0,73 ng/Nm<sup>3</sup>) et du 27 juin au 26 juillet (0,11 ng/Nm<sup>3</sup>).

Les causes probables, selon l'analyse de l'exploitant seraient des dysfonctionnements d'injection de réactifs.

La contre analyse du 2 août 2023 montre un retour à des valeurs conformes : 0.0015 ng/Nm<sup>3</sup>.

L'analyse semi-continue sur la période suivante montre également un retour à des valeurs conformes ( 0,07 ng/Nm<sup>3</sup>).

Depuis ces 2 dépassements consécutifs, l'exploitant a mis en place les actions suivantes :

- augmentation du dosage d'injection de la coke de lignite,
- surveillance accrue du fonctionnement du four (température notamment) et de l'injection de réactifs,
- commande de la mise en place du report d'alarme, dans la salle de supervision, du poids de la trémie et du défaut d'injection de coke de lignite.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- qu'il lui fasse parvenir les résultats des mesures semi-continues à chaque période,
- qu'il maintienne une surveillance accrue de ses installations,
- qu'il mette en place dans les meilleurs délais le report d'alarme de défaut d'injection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois